

# La fermeture du collège du Val-de-Vire validée

La cour administrative d'appel de [Nantes](#) a confirmé, hier, la fusion des collèges Val-de-Vire et Emile-Maupas, à [Vire Normandie](#).

La décision de la cour d'appel de [Nantes](#) ([Loire-Atlantique](#)) au sujet de la fusion du collège du Val-de-Vire avec celui d'Emile-Maupas, à [Vire Normandie](#), est tombée hier : l'établissement restera fermé.

Le collectif Non à la fermeture du collège du Val-de-Vire contestait pour la deuxième fois la délibération du conseil départemental du [Calvados](#) du 24 avril 2023 actant la fusion.

Contactée, Élise Montécot, vice-présidente du collectif, réagit à chaud à cette annonce : « **Nous sommes déçus, même si ce n'est qu'à moitié une surprise. Je suis aussi en colère : même la justice n'est pas capable de reconnaître que cette fusion ne se passe pas bien, que tout n'a pas été fait dans les règles, que rien n'a été prévu correctement. Une fois de plus, ce sont les gens sur le terrain qui en paient les pots cassés.** »

Pour l'enseignante, les élèves et enseignants subissent les conséquences « **de décisions prises trop vite et mal préparées, sans réelle concertation, uniquement pour faire des économies sur le dos des enfants** ». Selon elle, ce dernier point est la raison principale d'une telle décision, « **sous couvert de beaux arguments sur la mixité sociale et la baisse démographique. On entasse les élèves dans des classes et des établissements surchargés, avec des moyens insuffisants** ».

« Il n'y a jamais eu de vraie concertation »

La vice-présidente du collectif juge que la fusion s'est faite « **sans aucune concertation ni dialogue. La souffrance a été ignorée dès le début, dans une forme de négationnisme total du mal-être... mais aussi des solutions qu'on aurait pu proposer** ». Le collectif décidera d'un éventuel pourvoi devant le Conseil d'État lors de sa prochaine assemblée générale.

Dorian LE JEUNE.



Le collectif Non à la fermeture du collège du Val-de-Vire déplore un « négationnisme total du mal-être » des professeurs et des élèves. Archives Ouest-France